



George F. Kennan et la politique d'endiguement : histoire d'un grand malentendu

Le diplomate américain George Kennan est considéré comme le père de la politique d'endiguement et a façonné la pensée de la guerre froide. Mais s'il reconnaissait l'Union soviétique comme un adversaire et ne se faisait guère d'illusions sur le communisme, il estimait que l'idée d'une guerre avec l'URSS était insensée.

Stefano di Lorenzo

mar. 03 mars 2026

En février 1946, un diplomate américain en poste à Moscou envoya à Washington un télégramme qui allait avoir des répercussions pendant des décennies. Long de près de 5 000 mots, ce document allait exercer une influence considérable. Son

auteur, George F. Kennan, alors chargé d'affaires à l'ambassade américaine dans la capitale soviétique, cherchait à expliquer la logique interne du comportement soviétique à un moment où l'alliance de guerre entre Washington et Moscou commençait déjà à s'effriter. Ce [document, connu plus tard sous le nom de « Long Telegram »](#), est devenu l'un des textes fondateurs de la guerre froide.

Un an plus tard, Kennan développa son analyse dans un article publié anonymement sous le pseudonyme « X » dans *Foreign Affairs*, la revue du Council on Foreign Relations. Intitulé « [Les sources du comportement soviétique](#) », cet article introduisit dans le discours public un mot qui allait définir une époque : endiguement. À partir de ce moment, Kennan fut largement considéré comme le père intellectuel de la doctrine qui guida la politique américaine envers l'Union soviétique pendant plus de quatre décennies.

Pourtant, peu de penseurs en matière de politique étrangère ont été aussi mal compris que Kennan. Au cours de sa longue vie, il a insisté — parfois avec frustration, parfois avec regret — sur le fait que son idée d'endiguement avait été déformée en quelque chose qu'il n'avait jamais voulu : une confrontation mondiale, militarisée et idéologisée. Ses opinions sur l'Union soviétique, la question de l'Allemagne, la structure de la sécurité européenne et, plus tard, l'expansion de l'OTAN, étaient plus prudentes, plus historiques et moins triomphalistes que la politique qui portait son nom.

L'Union soviétique vue par Kennan

Le long télégramme de Kennan a été rédigé en réponse à un discours prononcé par Joseph Staline en février 1946. Dans ce discours, Staline affirmait que la Seconde Guerre mondiale n'était pas un accident, mais le résultat inévitable des contradictions du capitalisme. Selon lui, les marxistes soutenaient depuis longtemps que « le système capitaliste de l'économie mondiale contient les éléments d'une crise générale et de conflits militaires » et que la guerre résultait du développement inégal des États capitalistes qui se disputaient les marchés et les ressources.

Cette analyse n'avait rien d'original. Lénine, le maître de Staline, avait déjà théorisé le lien étroit entre le capitalisme, l'impérialisme et la guerre comme une conséquence nécessaire. Mais aux oreilles occidentales, le discours de Staline sonnait comme une déclaration d'hostilité renouvelée. Moins d'un an auparavant, l'Occident et l'Union soviétique étaient encore alliés. On demanda à Kennan d'expliquer le raisonnement du dirigeant soviétique, ce qu'il fit dans le long télégramme.

Sans préambule, le message s'ouvre sur une affirmation tranchée : « L'URSS vit toujours dans un « encerclement capitaliste » antagoniste », écrit Kennan, « avec lequel il ne peut y avoir de coexistence pacifique permanente à long terme ». Cette phrase, souvent citée, résume la thèse essentielle du télégramme : l'hostilité soviétique n'était pas épisodique ou tactique, elle était structurelle.

Mais l'analyse de Kennan était plus subtile qu'on ne le pense souvent. Il ne dépeignait pas les dirigeants soviétiques comme des fanatiques irrationnels déterminés à conquérir immédiatement. Au contraire, il situait leur vision du monde dans une profonde insécurité historique :

« Au fond de la vision névrotique du Kremlin sur les affaires mondiales se cache le sentiment traditionnel et instinctif d'insécurité des Russes. »

GEORGE F. KENNAN

À l'origine, affirmait-il, cette insécurité appartenait à « un peuple agricole pacifique qui tentait de vivre sur une vaste plaine exposée, voisine de peuples nomades féroces ». Plus tard, lorsque la Russie a rencontré un Occident plus avancé, l'insécurité est devenue le fardeau des dirigeants qui craignaient la comparaison et le contact. Selon l'interprétation de Kennan, le marxisme-léninisme a fourni une justification idéologique à ces anciennes angoisses.

Kennan a soigneusement fait la distinction entre le régime soviétique et le peuple russe. La « ligne du parti », écrivait-il, ne représentait pas « la vision naturelle du peuple russe », qui était « dans l'ensemble, amical envers le monde extérieur ». Mais la ligne du parti liait ceux qui exerçaient le pouvoir, et c'était avec eux que l'Occident devait traiter.

Cette distinction était importante. Elle permettait à Kennan de considérer la politique soviétique non pas comme l'émanation d'une civilisation particulièrement malveillante, mais comme le produit d'une structure politique particulière reposant sur des craintes historiques. Le pouvoir soviétique, observait-il, était « imperméable à la logique de la raison », mais « très sensible à la logique de la force ». Il reculait lorsqu'il était confronté à une résistance ferme. Il était prudent, patient et opportuniste, et non imprudent.

Plus important encore, Kennan rejetait l'idée que Moscou était sur le point de déclencher une nouvelle guerre mondiale. Dans des interviews ultérieures, il a insisté sur le fait que Staline était « un homme très prudent ». Il rappelait que la

Russie de 1945 était un pays exsangue, dont les régions occidentales gisaient en ruines et qui avait perdu des dizaines de millions d'hommes. « Ils n'étaient pas en mesure de mener une nouvelle guerre, et ils ne le souhaitaient pas non plus. »

Ainsi, dès le départ, la compréhension que Kennan avait de l'Union soviétique était ambivalente. L'URSS était structurellement hostile, mais stratégiquement prudente ; idéologiquement rigide, mais pas suicidaire ; expansionniste lorsque l'occasion se présentait, mais sensible à la résistance.

Endiguement : une stratégie politique, pas une croisade militaire

De ce diagnostic est née la stratégie qui a ensuite été baptisée « endiguement ». Dans l'article « X », Kennan écrivait :

« L'élément principal de toute politique américaine à l'égard de l'Union soviétique doit être un endiguement à long terme, patient mais ferme et vigilant, des tendances expansionnistes russes. »

GEORGE F. KENNAN

Les mots clés étaient « à long terme », « patient » et « vigilant ». L'endiguement n'était pas un appel aux armes, mais une prescription de discipline. Selon lui, la pression soviétique pouvait être contrée « par l'application habile et vigilante d'une force de contre-attaque à une série de points géographiques et politiques en constante évolution ». Elle ne pouvait être « charmée ou persuadée de disparaître », mais elle ne nécessitait pas non plus une guerre totale.

La conception de Kennan était sélective sur le plan géographique. Il pensait que les centres industriels mondiaux — l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale (y compris la Rhénanie et la Ruhr), le Japon et l'Union soviétique elle-même — détermineraient la puissance mondiale. Si les trois premiers s'alignaient sur les États-Unis, l'influence soviétique pourrait être contenue. Il était peu enthousiaste à l'idée de mener des croisades dans le « tiers monde » et critiqua plus tard l'extension excessive de l'influence américaine en Asie, notamment au Vietnam.

Kennan remarquera plus tard que ses réflexions sur l'endiguement avaient été déformées par ceux qui les avaient comprises et les avaient appliquées exclusivement comme un concept militaire. Cette plainte deviendra un refrain. La publication du [document NSC-68 du Conseil national de sécurité en 1950](#), qui

appelait à un renforcement massif des capacités militaires, marqua un tournant décisif. Le blocus de Berlin, l'essai atomique soviétique, la victoire communiste en Chine et le déclenchement de la guerre de Corée avaient durci l'attitude des États-Unis. L'endiguement devint mondial et militarisé. Le conflit idéologique se confondit avec la concurrence stratégique.

Kennan observait cette transformation avec un malaise croissant. Il estimait que la diplomatie, la puissance économique et la cohésion interne de l'Occident étaient les principaux instruments de la politique. Selon lui, les contradictions internes du système soviétique finiraient par entraîner soit « l'effondrement, soit l'affaiblissement progressif de la puissance soviétique ». C'est l'histoire, et non la guerre, qui trancherait la question.

Rétrospectivement, Kennan se sentit conforté par la fin pacifique de la guerre froide, mais pas par la voie empruntée. Selon lui, ces quarante années de confrontation avaient été « **inutiles, terriblement coûteuses et désorientantes** ».

Allemagne : une question centrale

Si l'Union soviétique était le problème, l'Allemagne était le pivot. Le sort de l'Europe centrale hantait la diplomatie d'après-guerre. En l'espace de trente ans, l'Allemagne avait plongé le continent dans la catastrophe à deux reprises. Elle était désormais divisée, occupée par les puissances victorieuses. Les opinions de Kennan sur l'Allemagne étaient cohérentes et ont suscité la controverse à l'époque. Il pensait qu'une Allemagne neutralisée et réunifiée pourrait offrir une solution stable. En 1949, il a proposé ce qui est devenu connu sous le nom de « **programme A** » : le retrait de la plupart des forces américaines, britanniques, françaises et soviétiques d'Allemagne comme prélude à la réunification et à la neutralisation. Des années plus tard, Kennan a écrit :

« Quelqu'un, quelque part (d'après ce qu'on m'a dit, du côté militaire), a délibérément, à la veille de la réunion des ministres des Affaires étrangères à Paris, divulgué à James Reston (qui en a immédiatement fait la une du New York Times) une version très déformée de ce que devait être le plan. Il n'était fait mention ni des garanties que nous avions stipulées, ni de la recommandation de consulter au préalable les Français et les Britanniques. Ces derniers en ont donc pris connaissance par le biais d'un article de presse trompeur avant même que nous ne leur en ayons fait part officiellement. Ils ont été scandalisés et notre

gouvernement a rapidement, publiquement et avec indignation, désavoué l'ensemble de la proposition.»

GEORGE F. KENNAN

La proposition de Kennan allait à l'encontre de la logique émergente de la politique des blocs. La création de la République fédérale d'Allemagne à l'Ouest et de la République démocratique allemande à l'Est a institutionnalisé la division. La formation de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en 1949 a encore renforcé le camp occidental.

Pour Kennan, l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans une alliance militaire risquait de cimenter la division et d'accroître l'insécurité soviétique. Il estimait que le contrôle soviétique sur l'Europe de l'Est était « fragile » et qu'une politique occidentale ferme mais non conflictuelle pourrait encourager un assouplissement progressif. Au lieu de cela, la consolidation des blocs rivaux a approfondi la confrontation.

Ses positions suscitèrent des critiques de toutes parts. Dean Acheson, qui a succédé à George Marshall au poste de secrétaire d'État, considérait la menace soviétique comme plus grave et plus militaire. Les dirigeants ouest-allemands ont rejeté la neutralité, la qualifiant d'abandon déguisé. Le vice-président Richard Nixon a publiquement contesté les propositions de Kennan après que ce dernier eut prononcé les conférences Reith en Grande-Bretagne quelques années plus tard, où il avait de nouveau avancé des idées en faveur d'une Allemagne neutre.

L'influence de Kennan déclina. Il démissionna de son poste de directeur de la planification politique en 1949 et finit par quitter la fonction publique. Son désaccord sur l'Allemagne annonçait les disputes ultérieures sur l'avenir de l'OTAN.

L'OTAN : d'une alliance défensive à une erreur fatidique

À sa création, l'OTAN était présentée comme une alliance défensive, l'incarnation institutionnelle de la politique d'endiguement. Son objectif était de « garder les Russes dehors, les Américains dedans et les Allemands sous contrôle », comme le disait une boutade. Kennan soutenait la logique initiale de renforcement de l'Europe occidentale, notamment à travers le plan Marshall. Mais il ne considérait pas les alliances militaires comme une fin en soi.

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la raison d'être de l'OTAN a été remise en question. Au lieu de se dissoudre ou de se transformer en une structure de sécurité paneuropéenne, l'alliance s'est étendue vers l'est. Les anciens États du Pacte de Varsovie et même les anciennes républiques soviétiques ont demandé à y adhérer.

En février 1997, Kennan a publié une tribune libre dans le New York Times intitulée « **Une erreur fatidique** ». Il y avertissait que l'élargissement de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie serait « l'erreur la plus fatidique de la politique américaine dans toute l'ère post-guerre froide ».

Son langage était sans ambiguïté :

« Une telle décision risque d'attiser les tendances nationalistes, anti-occidentales et militaristes dans l'opinion publique russe, d'avoir un effet néfaste sur le développement de la démocratie russe et de rétablir l'atmosphère de la guerre froide dans les relations Est-Ouest ».

GEORGE F. KENNAN

Pourquoi, demandait Kennan, alors que la guerre froide était terminée et que la Russie était affaiblie sur le plan économique, fallait-il à nouveau organiser les relations autour de blocs militaires et d'ennemis implicites ? Pourquoi centrer la sécurité européenne sur « qui serait allié à qui et, par implication, contre qui dans un conflit militaire futur fantaisiste, totalement imprévisible et hautement improbable » ?

L'endiguement avait été conçu comme une réponse à une configuration historique spécifique : un État soviétique puissant, animé par une idéologie, régnant sur la moitié de l'Europe et soutenu par un appareil partisan mobilisé. Cette configuration n'existait plus. Étendre une alliance de la guerre froide à des territoires historiquement considérés par la Russie comme vitaux pour sa sécurité n'était pas, aux yeux de Kennan, du réalisme, mais de l'aveuglement idéologique.

Il rejetait les assurances occidentales selon lesquelles l'élargissement de l'OTAN n'était pas une menace. Les Russes, écrivait-il, verraient leur « prestige (toujours primordial dans l'esprit russe) » et leurs intérêts en matière de sécurité compromis. Ils n'auraient aucun moyen d'empêcher l'élargissement, mais ils le considéreraient comme une humiliation et une trahison. En ce sens, l'élargissement de l'OTAN risquait de produire exactement le type de Russie que l'Occident prétendait craindre : rancunière, nationaliste, méfiante et de plus en plus militarisée.

Cette critique n'était pas une opinion isolée de fin de vie. Elle était tout à fait cohérente avec l'approche géopolitique que Kennan avait adoptée tout au long de sa vie. Il avait toujours insisté sur le fait que les grandes puissances réagissaient non seulement aux intentions, mais aussi aux capacités, à la proximité et à la mémoire historique. L'effondrement du système soviétique n'avait pas effacé la géographie de la Russie, ni aboli des siècles de traumatismes liés aux invasions, des Mongols à Napoléon en passant par Hitler. Agir autrement était, selon Kennan, profondément irresponsable.

Comment Kennan a été mal interprété

La tragédie de l'héritage de Kennan ne réside pas dans la négligence, mais dans l'appropriation sélective. Son nom était constamment invoqué, mais ses arguments étaient rarement suivis dans leur intégralité. Le Long Télégramme et l'article « X » ont été considérés comme des plans d'action en vue d'une confrontation plutôt que comme des diagnostics destinés à guider la retenue.

Une source de malentendu résidait dans la culture politique de l'Amérique d'après-guerre. Comme Kennan l'a observé plus tard, les États-Unis s'étaient habitués pendant la Seconde Guerre mondiale à avoir un ennemi unique et absolu. Cet absolutisme moral ne s'est pas dissous avec la paix. Au contraire, il s'est déplacé de l'Allemagne nazie vers l'Union soviétique. « Nous aimons avoir des ennemis au singulier », a fait remarquer Kennan. L'ennemi devait être « totalement mauvais », même si cela n'avait guère de sens de son point de vue.

Cette mentalité encourageait la simplification idéologique. La distinction minutieuse faite par Kennan entre l'idéologie soviétique, l'histoire russe et le comportement de l'État a été réduite à un récit d'agression communiste mondiale. Le fait de ne pas avoir expliqué ces distinctions au public américain, a-t-il déclaré plus tard, a contribué à un « antisoviétisme hystérique ».

Une autre source de distorsion était bureaucratique. Une fois que l'article « X » a été révélé comme étant celui de Kennan, il a acquis l'aura d'une doctrine officielle. Les décideurs politiques l'ont traité comme une prescription politique plutôt que comme un cadre analytique. Walter Lippmann, l'un des commentateurs les plus influents des États-Unis, a vivement [critiqué l'endiguement](#), avertissant qu'il engageait les États-Unis à résister à l'influence soviétique partout, quelle que soit l'importance stratégique. Lippmann était favorable aux négociations et au [retrait des forces américaines d'Europe, combiné à la réunification allemande](#).

Kennan a reconnu qu'il n'avait pas voulu dire par endiguement qu'il fallait résister partout où cela se produisait, et qu'il ne soupçonnait pas les Soviétiques de planifier une attaque militaire directe contre les États-Unis. « Je ne pensais pas avoir besoin de l'expliquer », a-t-il déclaré plus tard. « Mais j'aurais évidemment dû le faire ».

Au fil du temps, la logique de l'endiguement s'est confondue avec celle de la dissuasion, puis avec celle de la lutte idéologique. Il en a résulté une posture mondiale de préparation militaire, d'expansion des alliances et de guerres par procuration, très éloignée de l'accent initial mis par Kennan sur la patience et la communication. Contre la militarisation

Tout au long de sa carrière, Kennan s'est opposé à la militarisation de la politique étrangère. Il considérait la guerre moderne comme intrinsèquement catastrophique. « Tout le monde est une puissance vaincue dans la guerre moderne », disait-il. Cette conviction a motivé son opposition à la politique de la corde raide nucléaire, à la guerre du Vietnam et à la dépendance excessive à l'égard des alliances militaires.

Dans les années 1960, il a témoigné devant la commission des relations étrangères du Sénat contre l'implication des États-Unis au Vietnam. Il a fait valoir que les États-Unis n'avaient aucun intérêt vital dans ce pays et qu'un engagement excessif dans des régions périphériques sapait leur leadership mondial. Son témoignage a provoqué la colère du président Lyndon Johnson, qui a cherché à le discréditer en organisant un sommet très médiatisé.

Kennan considérait le Vietnam comme un autre exemple de mauvaise interprétation de la politique d'endiguement : un conflit local élevé au rang de test de crédibilité mondiale. Il craignait que le même schéma ne se répète dans l'ère post-guerre froide, où les engagements symboliques remplaçaient les calculs stratégiques.

Kennan estimait que l'endiguement avait atteint son objectif fondamental : éviter une guerre entre grandes puissances. Le système soviétique s'était effondré sans confrontation militaire directe entre les États dotés de l'arme nucléaire. En ce sens, la stratégie avait donné raison à la patience plutôt qu'à la croisade.

Mais il refusait de se réjouir de la manière dont la politique d'endiguement avait été mise en œuvre. La guerre froide, telle qu'elle s'est déroulée, a donné lieu à des guerres par procuration, des coups d'État, des courses aux armements et une rigidité idéologique. Il estimait que tout cela était en grande partie inutile.

« Je regrette, disait-il, de ne pas avoir insisté davantage dans mon télégramme sur le fait que cela ne signifiait pas que nous devions entrer en guerre avec la Russie. » Le fait de ne pas avoir souligné les limites a entraîné des décennies de peur et de dépenses.

La pertinence de Kennan aujourd'hui

Kennan est décédé en 2005, avant la détérioration la plus dramatique des relations entre la Russie et l'Occident au XXI^e siècle. Pourtant, ses avertissements trouvent un écho troublant dans les débats contemporains.

Au cœur de sa pensée se trouvait une proposition simple mais exigeante : la politique étrangère doit être fondée sur la compréhension historique, et non sur la certitude morale. Elle doit faire la distinction entre adversaires et ennemis, entre intentions et capacités, entre ce qui est souhaitable et ce qui est viable.

Kennan n'a jamais cru que l'Union soviétique — ou la Russie — pouvait être transformée par la seule pression. Il ne croyait pas non plus que l'accommodation était synonyme d'apaisement. Il prônait la fermeté sans humiliation, la résistance sans croisade et la patience.

Ses détracteurs l'accusaient de pessimisme, voire de cynisme. Mais Kennan n'était ni l'un ni l'autre. Ce qu'il redoutait par-dessus tout, c'était l'arrogance du pouvoir — cette certitude que la force suffit là où la compréhension fait défaut.

Nul autre n'a autant façonné les fondements intellectuels de la politique américaine pendant la guerre froide, mais Kennan a passé une grande partie de sa vie à critiquer l'évolution de cette politique. Il a été célébré comme le père de l'endiguement, puis rejeté par ses descendants militarisés. Il a mis en garde contre l'expansion de l'OTAN des décennies avant que ses conséquences ne deviennent visibles, mais il a été considéré comme anachronique.

Kennan comprenait que les grandes puissances sont prisonnières de la géographie et de la mémoire autant que de l'idéologie. Il comprenait également que les interprétations erronées, en particulier celles qui sont délibérées, peuvent devenir des prophéties auto-réalisatrices. En ce sens, sa plus grande crainte n'était pas la force de ses adversaires, mais l'aveuglement de son propre camp.

La politique d'endiguement, telle que Kennan la concevait, n'avait jamais pour objectif la victoire. Il s'agissait plutôt de survivre sans catastrophe. Le fait que cette ambition modeste se soit transformée en une lutte mondiale pour la domination n'est pas seulement une ironie de l'histoire, c'est aussi un avertissement.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Kennan, George F. Staline, Joseph Lénine, Vladimir Ilitch Allemagne Russie

Union soviétique ÉTATS-UNIS Conseil des relations étrangères (CFR) L'OTAN

République fédérale d'Allemagne République démocratique allemande Nixon, Richard

Marshall, George Vietnam Johnson, Lyndon B. Analyse